

MAROC - MAURITANIE, LIAISONS DANGEREUSES

DOSSIER RÉALISÉ PAR SIMON PIERRE

Simon Pierre est diplômé de la Sorbonne en histoire médiévale; il a également travaillé à l'IRIS (Institut des relations internationales et stratégiques) sur les relations post-coloniales entre Maghreb et Afrique de l'Ouest

La Mauritanie, premier voisin méridional du Maroc, mais si loin dans notre inconscient collectif, est aussi une porte sur l'Afrique. Partagée entre identité négro-africaine et influence arabo-islamique, l'histoire de la Mauritanie en tant qu'Etat constitué ne commence à s'écrire qu'à l'Indépendance, obtenue en 1969. Elle est étroitement liée à celle du royaume chérifien qui, de la revendication pure et simple du territoire mauritanien, est passé, en quelques décennies, à un véritable pouvoir d'influence - une sorte de soft power - sur la «terre des Maures». Zamane propose ce mois-ci une enquête au cœur de l'histoire entremêlée des deux pays

**CONSTANTES
DE LA SOCIÉTÉ
MAURITANIENNE**

**UNE NATION
PAR OPPOSITION**

**LA MAURITANIE,
OTAGE
DE LA RIVALITÉ
MAROCO-
ALGÉRIENNE**

**«SOFT POWER»
MAROCAIN EN
MAURITANIE**



SYMBOLE. Femme agitant les drapeaux mauritanien et marocain lors de la venue de Mohammed VI à Nouakchott en 2001.



CONSTANTES DE LA SOCIÉTÉ MAURITANIENNE

On ne peut comprendre les fondements politiques, stratégiques, économiques et sociaux de la Mauritanie sans donner un aperçu de la richesse et de la complexité de son organisation anthropologique

LES «NÉGRO-AFRICAINS»

Historiquement, l'essentiel des rives mauritaniennes du fleuve Sénégal est occupé par des sédentaires «peularisés», les Toucouleurs, descendants des royaumes du Tekrour (XI^e-XVI^e siècles). En amont, au niveau de l'actuelle frontière malienne, les Soninkés, considérés comme des descendants du peuple de Ghana (X^e-XI^e siècles) exploitaient intensivement, comme les Toucouleurs, le lit de crue du Sénégal. Ces deux groupes sédentaires partageaient la région avec des nomades peuls, arrivés dans le pays au début de l'époque moderne, et les nomades maures du Sud comme les Trarza et les Brakna. A l'embouchure du fleuve vivaient quelques groupes wolofs (l'ethnie majoritaire au Sénégal) entre Rosso et Saint-Louis. Toucouleurs, Soninkés et Wolofs furent tantôt indépendants, tantôt soumis à des états mandingues, ou sous le pouvoir des Almami peuls, des islamo-réformateurs. Ils furent aussi souvent tributaires des vastes entités maraboutiques et guerrières maures, en particulier à partir des raids militaires (*ghazzu*) des émirs des clans guerriers Hassan et de leurs auxiliaires maghrébins, aux XVII^e et XVIII^e siècles. Avant la conquête française, ces trois ethnies étaient devenues très minoritaires en rive droite au profit des Maures, du fait de l'instabilité au XIX^e siècle.

A partir de 1890 et de la conquête française, une bonne partie de ces peuplades sédentaires a réinvesti la rive nord du fleuve. Elles représentent aujourd'hui, au bas mot, 40 % des citoyens mauritaniens. Près d'un quart sont parfaitement arabophones et intègrent peu à peu la société maure contemporaine. Ces sociétés sont organisées par familles, liée à un clan à la fois vertical (caste) et horizontal (famille

★ **DÉSERT.** Homme nomade dans la région de l'Adrar (nord).

antique) symbolisé par le nom de famille. La majorité des familles est de condition tribulaire ou servile, descendante de populations soumises aux envahisseurs peuls ou à l'aristocratie mandingue. La plupart se sont largement affranchies sous les régimes économiques modernes, mais des situations de servilité domestique sont encore monnaie courante. Les élites peuls et wolofs se sont intégrées au monde administratif et intellectuel dès le début de la colonisation, puis dans les infrastructures étatiques, laissant de côté le monde du business, investi par les Maures. Les différents régimes mauritaniens ont accordé peu ou prou un quart des postes politiques aux élites négro-mauritaniennes.

LA CONFÉDÉRATION DES MAURES

Les Maures représentent l'ensemble des populations aujourd'hui arabophones (environ 60%). Anciens nomades, éleveurs et parfois agriculteurs d'oasis, ils sont organisés en confédérations tribales, elles-mêmes subdivisées en tribus ou clans élargis. Certaines tribus sont prédominantes, en raison de l'histoire, ancienne ou récente. Horizontalement, une rivalité constante oppose les tribus du Sud (Trarza, Brakna...), du Nord (Adrari et Sahraoua), du Tagant (au centre) et du Hodh (sud-est, autour du triangle Kiffa-Tichit-Nema). Ces groupes sont également structurés de manière verticale selon un schéma constitué au cours du Moyen-Age et parachevé lors de la conquête arabe. Ce schéma rappelle étrangement les trois ordres européens ou les castes indiennes.

Au sommet de la pyramide se trouvent les marabouts (*mrâbtîn* ou *zwâyâ*), en général à la peau claire. Souvent réputés d'ascendance berbère almoravide, ils sont parfois sédentaires. Des

© AFP

Le sud mauritanien : zone de rencontre, de croisements, de conflits

clans maraboutiques accompagnent la plupart des grands clans arabes. Les marabouts sont les cadres religieux de cette société et sont fort utiles en cas de négociations entre tribus rivales. L'étage secondaire est aussi le plus puissant : il s'agit des *'Arab* (nomades revendiquant une ascendance orientale), avec à leur tête les tribus authentiquement « Hassan ». Ils ont souvent le physique propre aux orientaux, le teint mat, les cheveux lisses. Ce sont les militaires. Le dernier étage est numériquement le plus important. Il est constitué des tribus vassales ou tributaires, les Znâgâ, descendants des Sanhaja (en berbère Iznagen). Quelques groupes comprennent encore le dialecte berbère du Sahara. Ils ont une culture agricole importante, ce sont les laboureurs. Traditionnellement, ils nourrissaient les deux autres groupes dominants en échange de leur intercession, divine pour le premier et terrestre pour le second.

Les *chorfa* forment, comme au Maroc, une catégorie à part, au statut évidemment supérieur. Théoriquement, ils ne se marient qu'entre eux, leurs familles sont plus anciennement implantées que celles des Hassan et, bien sûr, généralement plus riches que la moyenne. Hors-caste, on trouve aussi les groupes des forgerons (*haddad*) et des griots (*géhué*), au statut inférieur. On reconnaît les premiers à leur teint extrêmement foncé, sans avoir les traits négroïdes pour autant. Les griots sont les chantres et poètes attitrés des grands marabouts et chefs de clans.

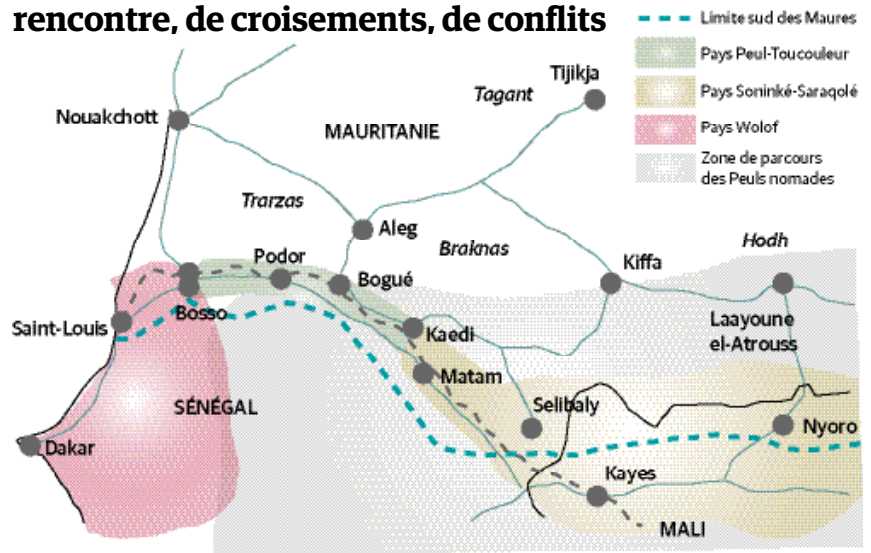
ESCLAVES ET HARRATINES

Comme toutes les sociétés anciennes, les Maures ont longtemps fait du commerce d'esclaves une source de revenu substantielle alors que, dans les sociétés nomades où le travail était méprisé, toute tâche ennuyeuse, ingrate et répétitive était confiée à un esclave. Depuis l'islamisation, il est interdit d'asservir un coreligionnaire, même ennemi. Ainsi, l'ensemble des esclaves de la population maure est originaire des savanes arborées et de la grande forêt, aux confins du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire. Les Français ont rendu cette traite impossible vers 1880-90, cependant rien n'obligeait alors à affranchir son esclave, même converti. Les esclaves représentaient, lors de l'abolition officielle de l'esclavage en 1981, près de 20 % de la population maure.

Une petite moitié des Maures libres sont à l'origine des affranchis, il s'agit des Harratines (sing. Hartani) ou « maures noirs ». En fonction de la famille dont

LE RÔLE DES FEMMES DANS LES SOCIÉTÉS NOMADES EST SOUVENT IMPORTANT

ils étaient les clients ou les serviteurs, de son rang dans la hiérarchie intertribale et dans la pyramide de valeur, ils pouvaient être de tous niveaux sociaux. Ainsi, lorsqu'un esclave de *cheikh* était affranchi, il siégeait naturellement au conseil de tribu (*jamaa*). Parallèlement, les esclaves d'hommes riches étaient affranchis pour vaquer aux occupations commerciales de leurs maîtres et touchaient, pour les motiver, un pécule souvent important. Beaucoup de Harratines sont bien implantés aujourd'hui dans le commerce et l'industrie informelle. Bien que noirs, ils ont un rang socio-économique bien plus élevé que des blancs de famille tributaire pauvre.



★ **POPULATION.** Carte montrant les zones peuplées par les différentes tribus dans la vallée du fleuve Sénégal.

On ne doit nullement les confondre avec les esclaves affranchis par la loi de 1981, qui sont pour la plupart très pauvres et collectivement méprisés, aussi bien par les Maures, les Harratines que les négro-africains, puisque ces derniers disposent aussi d'esclaves et de tributaires serviles qui, eux, n'ont pas pu être affranchis par décret puisqu'on ne peut pas les reconnaître...

Ce système est donc particulièrement complexe et trop souvent résumé à une sorte d'antinomie raciale qui, en plus d'être réductrice, ne facilite pas l'intégration économique des anciens esclaves, souvent abandonnés par leurs maîtres et qui survivent dans des conditions misérables, lorsqu'ils ne sont pas contraints de s'asservir eux-mêmes de manière informelle. Ainsi, pour donner un exemple, un esclave noir, affranchi par la loi, fera sans aucun doute partie du dixième le plus pauvre de la société, alors que le fils (noir) d'un Hartani, issu de l'élite tribale maraboutique ou hassanie, fera sans doute partie de la couche sociale la plus riche et pourra parler avec une certaine condescendance au chef (blanc) d'un village de tributaire maures.

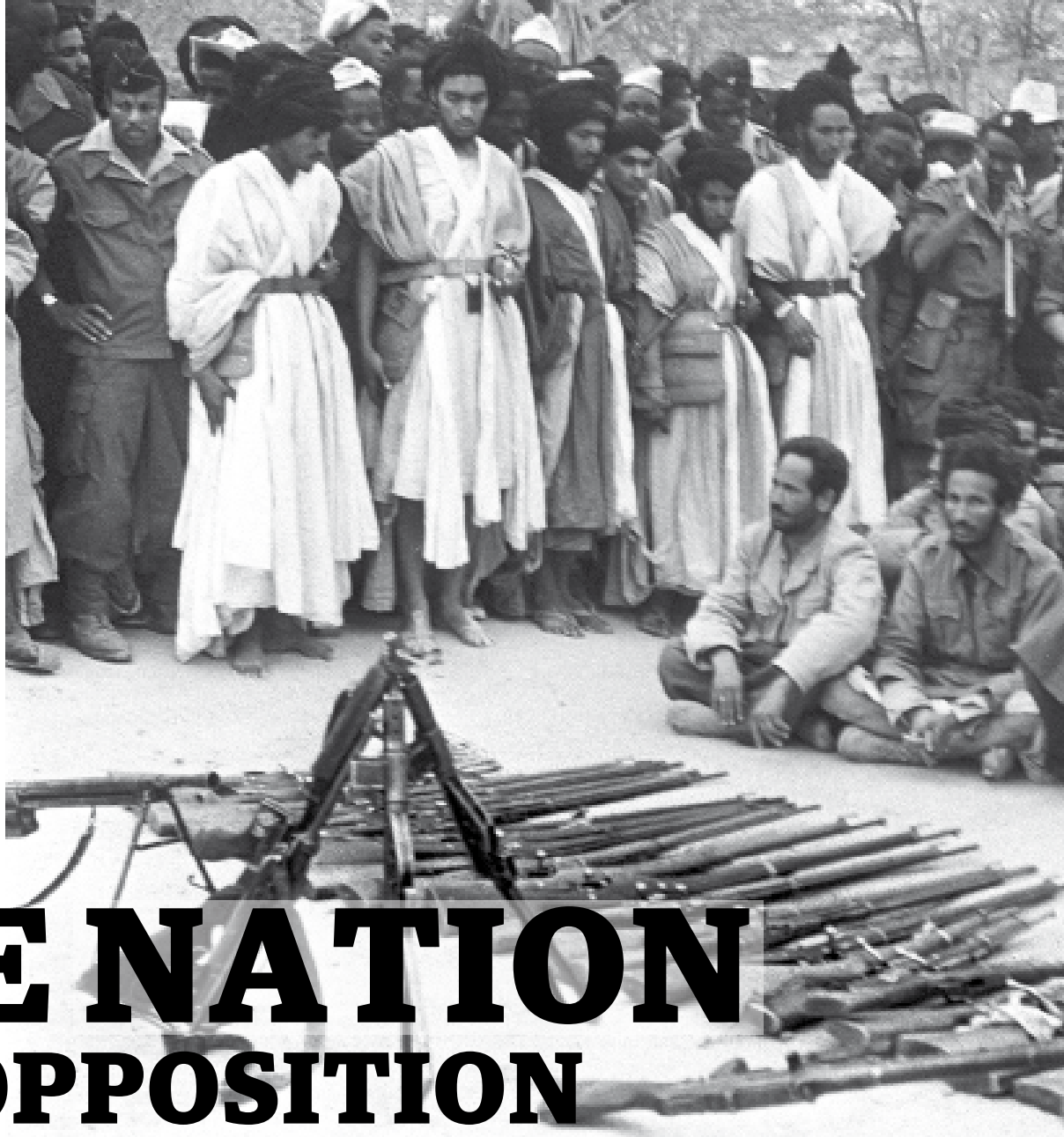
DES FEMMES LIBÉRÉES

Le rôle des femmes dans les sociétés nomades est souvent très important. Elles gardent la tente et sont, dans les sociétés modernes, les véritables maîtresses de la maison. Le mari n'est qu'un locataire éventuel, le plus souvent absent (à l'origine, il garde les chameaux) et il perd une bonne partie de ses biens en cas de divorce. La virginité jusqu'au mariage n'est jamais une clause du contrat et, lors des remariages, ce sont le plus souvent les femmes qui choisissent leur mari. Tout ceci est, bien que cela puisse étonner, la stricte application du droit matrimonial local issu de la loi coranique !

Si les femmes s'enroulent dans leur *malhafa*, le tissu est très léger, voire transparent, jamais agrafé, et le sous-vêtement n'est pas toujours de rigueur... Les relations sont plutôt détendues entre jeunes gens, par contre on ne serre jamais la main d'une femme étrangère à sa famille, question d'honneur. Jusqu'à un passé récent, les femmes de « grande tente » étaient parfois plus instruites que des hommes de leurs clans. Enfin, si ce n'est devant leurs pères et oncles, des femmes peuvent fumer en société, mais très rarement la petite *tuba*, la pipette traditionnelle. Les géographes et voyageurs arabes rapportaient avec consternation cette ambiance presque libertine dans les sociétés sanhaja médiévales !

PRISONNIERS.
Guerilleros marocains
ayant été capturés
pendant un combat avec
les soldats français près
de Fout El Hassan, à la
frontière mauritanienne
(Attar, mars 1957).

*La définition
de l'identité
mauritanienne
s'est constituée
au fil des luttes
idéologiques,
politiques et
culturelles
de l'époque
coloniale et
post-coloniale*



© AFP

UNE NATION PAR OPPOSITION

La Mauritanie, c'est l'ancien « Blad Chingitt », du nom de la célèbre cité historique, capitale de l'émirat de l'Adrar au XVIII^e siècle (Chingitti). Elle fut longtemps une zone tampon entre Maghreb et Sahel. Ses cités caravannières d'Awdaghost au sud (X^e-XII^e siècles), puis Ouallata au Sud-est et Ouaddane au nord-est (XIII^e-XVII^e siècles) furent de grands centres islamiques. La Mauritanie fut également longtemps berbère sanhaja, mère patrie du mouvement almoravide. Elle fut finalement arabisée au cours des XVII^e et XVIII^e siècles par les branches Maaqil et Hassan de la confédération hilalienne.

Au Moyen-Âge, la côte de l'actuelle Mauritanie représentait pour les Portugais la première étape de leur grande découverte de la « Guinée », le pays des Noirs. Pour eux, le « Maure » (*o Mouro*) n'était autre que le « musulman », a priori arabophone, associé au Maghreb voisin, au désert du Sud, mais aussi aux campagnes portugaises de l'Algarve ! Au milieu du XV^e siècle, les *conquistadores* franchirent le cap Bojador (Boujdour, wilaya de Laâyoune) qui, à l'époque, constituait la limite psychologique des côtes accessibles en Afrique du Nord. Ils y découvrirent et y enlevèrent des esclaves souvent

originaires du bassin du fleuve Sénégal, à Dakhla et à Lagouira-Nouadhibou, puis menèrent des raids esclavagistes contre les peuples berbères des Imragen (au nord de Nouakchott). Ils établirent ensuite les bases d'un fructueux commerce avec les tribus Sanhaja, ces « Maures zenagas » du désert, ancêtres des Sahraouis actuels. Ce n'est qu'après plusieurs décennies qu'ils s'aventurèrent en Guinée proprement dite, dont ils craignaient les habitants, nombreux et mieux organisés.

La France s'installe

Au XVIII^e siècle, les territoires de l'Adrar (nord), du Tagant (centre), du Hodh (est) et des Trarza-Brakna (sud) se constituent en émirats militaires arabophones, menés par des clans issus des Arabes Hassan. Cette élite militaire supplante l'élite berbère maraboutique et donne son nom à la langue *hassaniya*, moins influencée par l'amazigh et les langues européennes que le reste des dialectes maghrébins.

A l'aube du XIX^e siècle, les commerçants français s'aventurent le long du fleuve Sénégal, frontière naturelle entre les espaces sahariens et les zones tropicales arrosées par les pluies de mousson. Ils y troquent la gomme arabique, ramassée par



AU DÉBUT DU XX^E SIÈCLE, LA LUTTE ENTRE AFRICANISTES ET ARABISTES DIVISE LES ÉLITES COLONIALES FRANÇAISES

les esclaves et tributaires des Maures, contre les produits industriels européens. Sous Napoléon III (1849-1870), les armées françaises décident de conquérir les berges du Sénégal et d'écraser les émirats islamiques peuls et leurs royaumes vassaux. C'est alors que les premiers Maures se soumettent à l'autorité française et que des commerçants maures s'installent à Saint-Louis, la commune française, à l'embouchure du fleuve. Le territoire intérieur, c'est-à-dire les cinq émirats déjà cités, sont conquis entre 1902 et 1911, parfois au prix d'une lutte sans merci.

S'engage alors, dans le cadre de « l'indigénisme » naissant, au début du XX^e siècle, une lutte intellectuelle, politique et commerciale entre élites coloniales françaises. La rivalité oppose des « africanistes » aux « arabistes ». Ces derniers défendent une identité arabophone et islamique particulière, propre aux Sahariens de la rive droite du fleuve. En 1920, le débat est tranché par la distinction d'une colonie de Mauritanie,



LES GRANDS HOMMES DE L'INDÉPENDANCE

HORMA OULD BABANA

Né dans le sud (Trarza) en 1912, mais originaire de la tribu des Idaou Ali, il devient en 1946 le premier président de l'Assemblée territoriale du Territoire d'Outre Mer de Mauritanie. Député inscrit à la SFIO, il émet dès 1946 un avis pour le moins tranché: « *La Mauritanie ne fait pas partie de l'Afrique noire* ». Horma est également membre de la confrérie Tijaniya, implantée en Afrique de l'Ouest et en Algérie, mais dont le centre se situe à Fès. Ayant rallié le Maroc en 1956, suite à deux échecs électoraux, il meurt à Rabat en 1980.

SIDI EL MOKHTAR N'DIAYE

Né en 1916 d'une mère maure sudiste et d'un père wolof, il voit le jour au nord (Adrar). Il devient rapidement le meneur du parti politique des notables et des colons français. On le privilégie en effet du fait de son bas lignage et de sa qualité personnelle de métis, à égale distance du monde maure et du monde négro-africain. Député français en 1951 et président de l'Assemblée territoriale, il s'allie à Mokhtar Ould Daddah en 1956 et le propulse Premier ministre du TOM de Mauritanie. Il rompt finalement avec ce dernier, devenu président en 1960, et fuit au Sénégal, à Saint-Louis, l'année suivante, où il mourra en 1997.

MOKHTAR OULD DADDAH

Né en 1924 dans une famille maraboutique à Boutilimit, au sud, il est le premier Maure à être diplômé de l'université française. Il rentre ensuite au pays et fonde l'Union progressiste mauritanienne, qui s'allie avec Sidi El Mokhtar N'diaye, le représentant de la notabilité, et les colons français contre les socialistes de Horma Ould Babana. Il devient Premier ministre en 1956 puis, en 1960, président par intérim de la République Islamique de Mauritanie. Confirmé en 1961, il impose son parti, rebaptisé Parti du peuple mauritanien, comme parti unique et instaure un régime présidentiel. Il est réélu sans opposition en 1966, 1971 et 1976. Ould Daddah sera renversé en 1978 à la faveur de l'effondrement économique et militaire du pays dans le conflit du « Sahara mauritanien », rebaptisé à l'époque Tiris Al Gharbiya. Il trouve refuge à Paris, où il meurt en 2003. Son frère Ahmed s'est présenté lors des élections présidentielles de 2007 et de 2009. ▮



PRÉSIDENT.
Mokhtar Ould Daddah.



➤ avec comme capitale Saint-Louis (toutefois celle-ci fait partie de la colonie du Sénégal territorialement parlant), dans le cadre de l'Afrique occidentale française (AOF). Les frontières septentrionales font l'objet d'une rivalité tenace entre d'une part l'Espagne, qui tente d'établir son empire au Rio de Oro et, d'autre part, trois administrations françaises rivales. Le ministère des Colonies revendique l'Ouest du Sahara comme entité indissociable de l'AOF, tandis que le ministère de l'Intérieur, en charge des « départements d'Algérie », souhaite au contraire étendre les confins sahariens algériens en zone tropicale. Enfin, à partir de 1912, le ministère des Affaires étrangères, en charge du protectorat marocain, exige le rattachement de toute la zone arabophone de l'Ouest du Sahara...

Cependant, jusqu'aux années 1930, le territoire nomade de Mauritanie, comme les confins algériens et ceux de la colonie espagnole du Rio de Oro, sont bien imparfaitement contrôlés. Parallèlement, la présence française est très faible en Mauritanie proprement dite, même dans les rares oasis et territoires sédentaires tropicaux. A cette époque, de nombreux « négro-africains » issus de la rive sud du fleuve Sénégal colonisent la rive nord (la Mauritanie), origine de nombreux problèmes contemporains. Conséquence, les Mauritaniens, à la naissance de l'Union Française, en 1946, n'ont aucune structure politique ou économique moderne. Il n'existe même pas d'agglomération importante. L'identité mauritanienne se forge donc – sur le plan discursif – à partir de la rhétorique « pro-maure » de certains administrateurs français de l'AOF, mais s'inspire aussi de la théorie indigéniste chère à un certain Maréchal Lyautey...

Entre le Maroc et l'AOF

Avant les indépendances, la Mauritanie doit donc émerger par opposition. Par opposition d'abord à la vision du « Grand Maroc », émise en 1956 par Allal El Fassi, leader du parti de l'Istiqlal. L'un des arguments les plus importants des tenants du Grand Maroc est lié à l'histoire des relations d'allégeance des émirats de l'Adrar et de tribus maures d'autres régions avec le sultan de Fès sous la dynastie alaouite. Dans l'un de ses discours, Mohammed V affirme : « *Quel que soit le choix des Mauritaniens et des Sahariens, ils continueront à faire partie de la "communauté marocaine". [...] nous resterons solidaires,*

EN 1958, LA MAURITANIE SE DÉFINIT COMME AFRICAINE ET FRANÇAISE POUR NE PAS ÊTRE MAROCAINE

pour le meilleur et pour le pire, car tous les Marocains sont membres d'une même famille, professent la même foi, l'islam, parlent la même langue, l'arabe, et sont liés par l'allégeance au trône alaouite, qui est le garant de la continuité de la communauté marocaine».

De nombreuses élites maures craignent cependant l'emprise de l'AOF et des Etats négro-africains émergents, le Sénégal socialisant et le futur Mali révolutionnaire de Modibo Keita. C'est dans ce



★ **FRANCE.** Charles de Gaulle en visite officielle à Nouakchott, en 1958.

contexte que Horma Ould Babana rallie finalement Mohammed V en 1956, suite à une déroute électorale. Dans la foulée, en février 1957, plusieurs accrochages opposent des « forces incontrôlées » (selon Rabat) de l'Armée de libération marocaine (ALM) aux forces françaises près de Fort Trinquet, aux confins nord de la Mauritanie. Les renseignements français signalent alors que « 350 notables du Rio (de Oro) se sont rendus à Rabat, et sont revenus convaincus de l'aide inconditionnelle du sultan dans cette guerre sainte, chaque chef a reçu du souverain un fusil et un camion de céréales pour sa fraction et les nouveaux engagés [...] une prime de 40 000 francs ». L'ALM serait ainsi devenue, après des réunions à Guelmim et Tiznit, l'Armée de libération du Sud (ALS).

C'est également en février qu'ont lieu, au Palais Bourbon, les travaux issus de la loi-cadre Defferre de 1956, sous la direction de Félix Houphouët-Boigny, futur président inamovible de la Côte d'Ivoire. On y discute un projet, appelé « Organisation commune des régions sahariennes » (OCRS), qui consiste à extraire un nouveau territoire en adjoignant les départements français du Sahara algérien aux territoires sahariens de Mauritanie, du Mali et du Niger. Les fabuleuses richesses minières et pétrolières à peine découvertes attisent les convoitises du parti colonial métropolitain, qui craint les perspectives de l'indépendance de l'Algérie et entend conserver le contrôle du riche « Sahara français », quitte à accorder la nationalité à ses habitants très peu nombreux. Mais la majorité des représentants de l'Afrique de l'Ouest, y compris ceux

CHRONO



INDÉPENDANCE. Matignon, octobre 1960: les Premiers ministres Mokhtar Ould Daddah et Michel Debré signent l'accord qui conduira à l'indépendance de la Mauritanie.

de Mauritanie, rejettent le projet. L'OCRS est d'abord acceptée par Sidi El Mokhtar N'diaye, le leader du Territoire d'Outre-Mer (TOM) de Mauritanie, mais la volonté de dépecer le TOM finit par le rapprocher des prétentions marocaines. La Mauritanie peut alors devenir marocaine pour ne pas être française... A nouveau, elle doit se définir négativement, par son refus de tout démembrement ou annexion.

La Mauritanie face au Groupe de Casablanca

Les rapprochements avec Rabat agitent aussi l'opposition et conduisent à une scission de l'opposition (le rassemblement *Nahda*). Les négro-africains du Sud, et notamment le secrétaire général du rassemblement, Ndiawar Sarr, sont radicalement opposés à la thèse marocaine. Ils craignent par-dessus tout l'expansionnisme de Rabat et la « voix du Sahara marocain », la radio de Rabat diffusée dans le territoire. Ainsi, en octobre 1958, le collectif Union nationale mauritanienne rompt avec les groupes arabophones et se proclame « Section mauritanienne du Parti fédéraliste africain » (SMPFA). Elle se rapproche du Sénégal et demande son rattachement à la Fédération du Mali (qui réunit à l'époque le Soudan français - futur Mali - et le Sénégal).

En 1958, après l'enterrement du projet OCRS, la fondation de la V^e République française et l'éclosion météorique de la Communauté française gaullienne, Mokhtar Ould Daddah, Premier ministre de la nouvelle République Autonome de Mauritanie, et futur premier président de la république, exprime le premier une définition simple d'une Mauritanie bien distincte du Maroc : « *Au moment où la France, par des institutions généreuses, nous donne le droit de nous gouverner nous-mêmes et de nous déterminer librement, je dis non au Maroc ! Mauritiens nous étions. Mauritiens nous sommes. Mauritiens nous resterons, au sein de l'Afrique Occidentale et de l'Union française* ». Les derniers mots de la citation sont importants, même s'ils sont trop souvent coupés depuis 1960... Pour Ould Daddah, c'est cette caractéristique ouest-africaine, et non maghrébine, qui caractérise l'identité mauritanienne. A nouveau, la Mauritanie se construit par opposition : elle est africaine et française, pour ne pas être marocaine.

Mokhtar Ould Daddah déclare finalement l'indépendance de la République Islamique de Mauritanie (RIM) le 28 novembre 1960. Rabat déploie alors sa diplomatie pour convaincre ses alliés de refuser l'adhésion de ce nouveau membre aux Nations Unies. En décembre 1960, l'URSS oppose son veto à la reconnaissance onusienne de la Mauritanie. En effet, rappelons qu'à l'époque, le royaume chérifien réunissait autour de lui tous les leaders africains socialistes et anticolonialistes au sein du « Groupe de Casablanca ». Ce groupe soutenait le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) et fournissait des armes ainsi qu'un appui logistique et d'intendance aux rebelles FLN. Il représentait donc pour l'URSS un allié potentiel sur le continent africain et les intérêts de ses membres rencontraient les intérêts de Moscou. Le Groupe de Casablanca comprenait en outre le Mali du charismatique Modibo Keita, fâché avec le pro-occidental Léopold Sédar Senghor du Sénégal. Mais pour le dirigeant malien, l'intérêt de l'alliance avec Rabat, c'était peut-être avant toute chose le partage de la Mauritanie avec le Maroc, le Sud-Est de ce pays ayant été administré par Bamako de 1885 à 1920.

Cependant, si Khrouchtchev était soucieux de ses nouveaux alliés ouest-africains, il avait d'autres impératifs et finira par retirer son veto en septembre 1961. Et Mokhtar Ould Daddah, devenu l'unique autocrate de son pays, devra finalement se soumettre aux intérêts français post-coloniaux, afin de garantir l'intégrité de la Mauritanie face aux Ouest-Africains et aux Marocains. ▀

LIVRES

- ▀ P. R. Baduel, « Mauritanie 1945-1990 ou l'État face à la nation », in *RMMM*, n°54, 1989.
- ▀ Philippe Marchesin, *Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie*, Karthala, 2010.
- ▀ Christophe Santoir, « Le conflit mauritano-sénégalais : la genèse. Le cas des Peuls de la haute vallée du Sénégal », in *Cahiers de Sciences Humaines*, n°29, 1990.
- ▀ Mohamadou Abdoul, Alain Antil, *Regards sur la Mauritanie*, *Cahiers de l'Ouest Saharien*, L'Harmattan, 2004.

XI^e siècle

Fédération almoravide, les Berbères Sanhaja se dotent d'une élite cléricale maraboutique

XV^e siècle

Les Portugais débarquent sur la côte saharienne

XVI^e siècle

Fusion entre l'élite clanique Sanhaja et les Arabes Hassan

1659

Fondation de Saint-Louis sous Louis XIV

XVII^e-XVIII^e siècles

Arabisation

XVIII^e-XIX^e siècles

Domination des émirats arabes

1854-1865

Début de la colonisation française le long du fleuve Sénégal, écrasement de l'empire peul d'Elhaj Omar

1885

Traité de Berlin, la rive droite du Sénégal est « pacifiée » par l'armée française, dans le cadre de l'AOF

1902

Dakar remplace Saint-Louis comme capitale de l'AOF

1903

Protectorat des « pays maures »

1908

Soumission de l'émirat de l'Adrar

1911

Soumission de l'émirat du Hodh

1920

Création de la Colonie de Mauritanie, avec Saint-Louis pour capitale

1946

Création du Territoire d'Outre Mer (TOM) de Mauritanie dans le cadre de l'Union française

1955-1956

Théorie du « Grand Maroc »

1956

Avènement de Ould Daddah à la tête de l'exécutif du TOM

1957

Déplacement de la capitale de Saint-Louis à Nouakchott

1958

Autonomie de la République Islamique de Mauritanie (RIM) dans le cadre de la Communauté française

1960

Indépendance de la RIM, son président est Mokhtar Ould Daddah

1961

Adhésion aux Nations Unies

LA MAURITANIE, OTAGE DE LA RIVALITÉ MAROCO-ALGÉRIENNE

L'histoire de la Mauritanie indépendante est celle d'une stratégie compliquée. Entre Maghreb et Afrique occidentale francophone, entre Algérie et Maroc, c'est aussi l'histoire d'une relation particulière au royaume chérifien

Le Groupe de Casablanca a fait long feu. A sa naissance, il soutient la cause « mauritanienne » du Maroc. L'Union soviétique voit dans sa création une opportunité pour s'implanter en Afrique... Mais l'accession au pouvoir de Hassan II, ennemi juré des socialistes, la reconnaissance de la République Islamique de Mauritanie (RIM) aux Nations Unies fin 1961 et l'indépendance de l'Algérie vont finalement distendre les liens entre ses membres. En 1962, les accords d'Evian confèrent Tindouf, Béchar, Saoura et Touat à Alger. Le FLN ne « souhaite pas » les restituer au Maroc, alors que ces régions sont revendiquées par l'Istiqlal. Conséquence, la Conférence de Marrakech est annulée. Hassan II rechigne à s'appuyer sur l'Union soviétique et se réfugie dans la confortable amitié pro-occidentale. Puis vient la Guerre des sables, en 1963, un échec diplomatique pour Rabat.

Unis autour du Sahara

En 1969, avec la Conférence panislamique de Rabat, puis le cinquième sommet de la Ligue arabe, Hassan II reconnaît enfin son voisin méridional. Les deux nations établissent des relations diplomatiques l'année suivante, alors que le Maroc renoue des relations « cordiales » avec l'Algérie au sein du concert des nations arabes (et non plus africaines). En 1972, la Mauritanie consacre son intégration au monde arabe et son rejet du monde africain en abandonnant le franc CFA, la devise de l'Afrique de l'Ouest francophone. Elle devient membre de la Ligue arabe. En parallèle, la politique d'arabisation, lancée dès 1966, s'accélère.

Le retournement mauritanien est directement lié à la question du Rio de Oro. On sait déjà en coulisse que le vieillissant régime franquiste ne va pas tarder à rendre l'âme... et ses colonies avec. Le « Sahara atlantique » est hassani de dialecte, malékite et maraboutique de coutumes, nomade comme 80 % des Mauritaniens « maures » de l'époque. Mokhtar Ould Daddah, inamovible président et fondateur de la nouvelle capitale Nouakchott, résume cette

symbiose ethnique en ces termes : « *Nous sommes tous des Sabraouis !* ». Les habitants du Rio de Oro ne sont donc rien d'autre que des Mauritaniens. Ce faisant, Ould Daddah se démarque de ce qui l'a longtemps fait tenir contre toutes les tendances centrifuges, contre toutes les ambitions de ses voisins, malien et marocain : « *l'autodétermination dans le cadre de frontières intangibles héritées de la colonisation* ». Le 16 octobre 1975, la Cour de la Haye rend son verdict. La Marche Verte commence le lendemain, conduisant, le 14 novembre, à la signature des accords de Madrid. Nouakchott et Rabat se partagent le Sahara, la RIM devenant l'obligée du Maroc.

★ **AFRICANITÉ.** Le président Mokhtar Ould Daddah durant le sommet de l'OUA en août 1975.





© AFP

Cinq mois plus tard, en représailles contre cette attitude « impérialiste », Alger rompt ses relations diplomatiques avec son ex-vassal mauritanien.

Six ans de coups d'Etat

S'ensuivent deux ans de guerre, à laquelle le pays n'est pas préparé. A la fin de l'année 1975, le conflit s'invite sur le territoire historique de la Mauritanie. Le pays est exsangue. En 1978, un coup d'Etat porte au pouvoir le Conseil mauritanien de restauration nationale (CMRN), une junte militaire dirigée par un obscur officier, Mustafa Ould Salek. Ce dernier prend immédiatement contact avec le Polisario, qui proclame dans la foulée un cessez-le-feu unilatéral. Par conséquent, la Mauritanie renoue avec l'Algérie.

lui aussi, veut la paix ! ». Mais à nouveau, les officiers négro-africains craignent les ambitions marocaines, fortes de leur relative bonne fortune dans la Saguia El Hamra. Et un nouveau renversement met au pouvoir Mohammed Khouna Ould Haidallah, issu de la tribu sahraouie des Laaroussyines.

En 1979, les 9000 soldats marocains de Zouerate, Nouadhibou et Dakhla sont expulsés sur « demande insistante » du président Ould Haidallah. Rabat craint de perdre son influence et pousse son allié pro-occidental, le Sénégal, à faire pression sur Nouakchott : si la Mauritanie reconnaît le Polisario comme interlocuteur, le Sénégal doit demander l'auto-détermination des négro-africains. C'est à cette occasion, au cœur des relations qu'entretient



POLISARIO. Le 5 août 1979, la Mauritanie signe un accord de paix avec le Front Polisario.

L'ALGÉRIE ROMPT SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA MAURITANIE EN RÉACTION À L'ATTITUDE « IMPÉRIALISTE » DE RABAT

Pourtant, le CMRN est également constitué de « neutralistes » qui prônent la « politique d'équilibre ». Ils ne souhaitent pas rompre avec Rabat, ni sombrer dans le camp socialiste. Selon eux, la République Islamique est protégée par sa nature même d'« Etat tampon » entre les deux rivaux maghrébins, dont les pressions doivent naturellement s'équilibrer. Pour ce parti, la RIM doit aussi rester un pont entre le Maghreb et l'Afrique Noire. Un nouveau putsch au sein du CMRN porte les « neutralistes » au pouvoir. Ahmed Ould Bousseif, leur leader, déclare : « Cette recherche de la paix par nos moyens propres ne pourra déboucher sur une remise en cause de notre alliance avec le Maroc qui,

Rabat avec ses voisins méridionaux, que la problématique du fleuve Sénégal se constitue.

En 1978, la mort de l'intraitable Houari Boumediene, président algérien depuis 1965, avait contribué à la détente entre Alger et Nouakchott. Ould Haidallah avait également su s'associer la France giscardienne dont les subsides étaient alors plus que nécessaires. Paris était au moins aussi soucieux du front Polisario que de l'irréductible « grand-marocain » de Rabat. Fin 1977, la France avait monté l'opération de parachutistes « Lamentin » pour remplacer les derniers Marocains qui quittaient la Mauritanie du Nord en décembre. Mais peu après, conséquence du rapprochement avec le



APRÈS LA RUPTURE TOTALE AVEC LE MAROC EN 1981, LA MAURITANIE CHERCHE UN ANCRAGE AU MOYEN-ORIENT AUPRÈS DE L'IRAK

► FLN, Ould Haidallah exigeait le départ des «paras» français et les tensions avec le Sénégal s'accroissent mécaniquement, l'opposition pro-marocaine (l'AMD) y ayant trouvé refuge.

Dakar et Rabat contre Nouakchott

Début 1981, un putsch raté de deux lieutenants-colonels du Trarza et du Hodh, favorables aux Marocains, conduit finalement à la rupture totale avec le Maroc. La Mauritanie cherche peu à peu un ancrage au Moyen-Orient, et c'est auprès de l'Irak de Saddam Hussein qu'elle le trouve, en soutenant sa guerre d'agression contre l'Iran et en rompant avec ses alliés syrien et libyen. Dès juin, toutefois, sur pression d'un autre ténor arabe, l'Arabie Saoudite, Hassan II et Ould Haidallah signent une réconciliation de principe à Taef (Arabie-Saoudite). Mais ce n'est qu'une façade, la chasse aux pro-Marocains se poursuit. Dans ce contexte intérieur tendu, le renforcement des relations entre Dakar et Rabat se fait symétriquement contre Nouakchott.

Parallèlement, l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand en France entraîne un second rapprochement avec Paris. Le président français

rend visite à son homologue mauritanien le 26 mai 1982 et annonce la hausse des crédits au développement. Pour l'Elysée, il s'agit de faire front contre la constitution d'un axe anti-occidental au cœur de son pré carré africain. En janvier 1983, un énième putsch raté, visant à ramener Mustafa Ould Salek, et une vision pro-marocaine, sudiste, pousse Haidallah à se rapprocher encore plus d'Alger, et à frapper à la porte du Traité de fraternité et de concorde Tunis-Alger. Le 28 novembre 1983, il annonce finalement sa volonté de reconnaître la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) avant la fin de l'année, échéance fixée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour le référendum exigé par les Nations Unies. A l'époque cependant, la crainte principale du leader mauritanien est celle d'une entente Rabat-Alger, deuxième jalon de l'union du Maghreb, au détriment de Nouakchott.

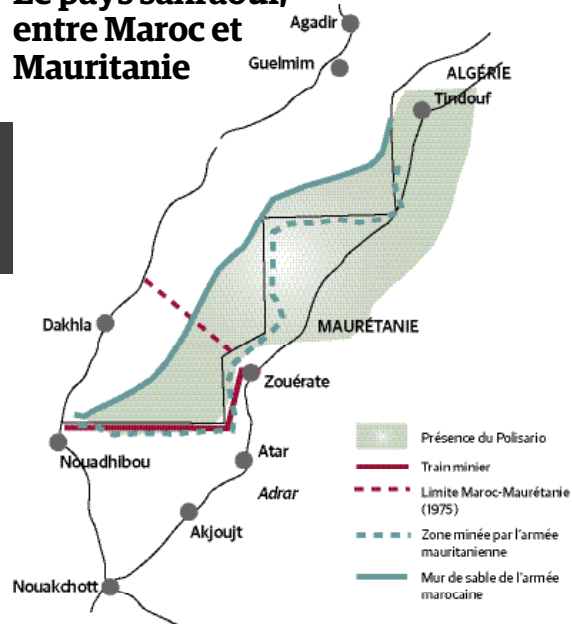
★ **TOURNANT.** L'arrivée au pouvoir de François Mitterrand (ici avec Mohamed Ould Haidallah) entraîne un nouveau rapprochement avec Paris.

LE NORD ET LE SUD: PANARABISTES CONTRE AFRICANISTES

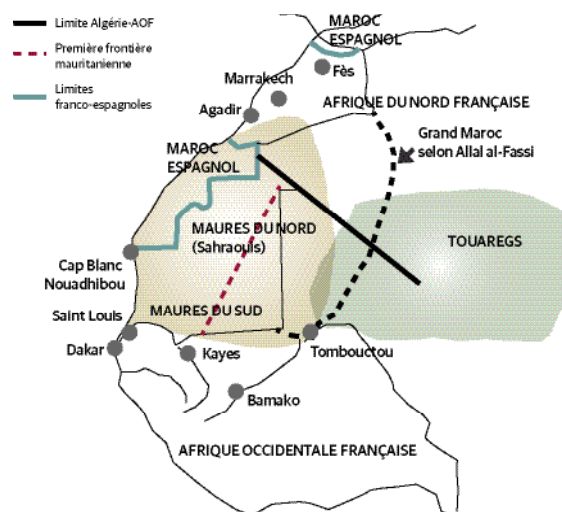
DANS LES DIFFÉRENTS gouvernements Mauritaniens, la proportion de ministres négro-africains s'est toujours maintenue aux alentours de 25% (pour environ 30 à 40% de la population). En revanche, la géographie des ministres arabophones varie nettement en fonction des régimes et explique les orientations économiques, politiques et géopolitiques du pays. Les Trarza et Brakna, venus du sud du pays, plus francisés, plus proche de l'ex-capitale Saint-Louis, dominent à 44% sous Ould Daddah, contre 37% venus du centre et du sud-est et 19% du nord, d'influence sahraouie, ce qui respecte une représentation proportionnelle des populations. C'est dans ce contexte que se construit une identité ouest-africaine de la Mauritanie, contre le Maroc et ses visées impériales. Dans les années 1970, les milieux d'affaires, en majorité sahraouis, renforcent leur présence dans l'administration bancaire (nationalisée) et financière d'une économie de plus en plus dirigée (recyclage des devises du fer et de l'aide étrangère). En 1980, les quatre tribus des Ouled Bou Shaa, des Idaou Ali (tribu de Horma Ould Babana), des Smassid (tribu de Ould Taya) et des Ahl Al-Hajj (surtout dans l'industrie de Nouadhibou), représentent les deux tiers du patronat. A l'instar des négro-africains, l'élite sudiste, plus «africaine», liée au régime de Ould

Daddah, délaisse les affaires au profit du volet administratif, abandonnant le commerce à une immense majorité de nordistes, soit près de 90%. Ces milieux d'affaires contribuent au renversement de Ould Daddah, en raison des difficultés économiques liées à la guerre, ce qui les liera tacitement au Polisario jusqu'à nos jours. Le président Ould Haidallah (1978-1984) est issu de la chefferie Rgeibat, tribu sahraouie, majoritaire dans les rangs du Polisario. Ses origines jouent sans doute un grand rôle dans ses prises de position pro-algériennes et anti-marocaines, dans la paix avec le Polisario puis la reconnaissance de la RASD. Après l'avènement de Ould Taya (1984-2005), les ministres venus du nord, c'est-à-dire de l'Adrar (31%) et du Sahara (7%), font une remontée spectaculaire et les élites «sudistes» ne représentent alors plus que 18%. On comprend mieux le positionnement maghrébin de la Mauritanie, notamment le fait qu'elle ait nié son africanité à partir des années 1970. Cependant, le caractère égalitaire du système aristocratique maure et l'incapacité de l'Etat à exister hors du consensus impliquent de minorer l'influence des présidents, issus de clans maraboutiques de second rang. C'est aussi ce qui explique le caractère pacifique des coups d'Etat! ▶

Le pays sahraoui, entre Maroc et Mauritanie



L'espace Maure en 1920, entre Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest





© AFP

CHRONO

1966

Lancement de la politique d'arabisation

1972

Abandon de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et du franc CFA ; alliance marocaine

1975

Traité de Madrid, le Maroc et la Mauritanie se partagent le Sahara

1975-78

Guerre entre la RIM et le Polisario

1978

Renversement de Ould Daddah, présidence de Ould Salek puis de Ould Haidallah

1979

Alliance algérienne

1983

Reconnaissance de la RASD

1984

Coup d'Etat de Ould Taya, l'OUA reconnaît la RASD, Rabat quitte l'organisation panafricaine

1989

Formation de l'UMA

1989-91

Conflit sénégal-mauritanien, cessez-le-feu au Sahara occidental

1991

La Mauritanie soutient Saddam Hussein dans la Guerre du Golfe

1992

Ouverture relative du régime suite au discours de La Baule

La « paix séparée » conclue par Haidallah avec le Polisario, puis la reconnaissance de la RASD font entrer la Mauritanie dans le monde arabe et la plongent dès lors au cœur des conflits inhérents à la Ligue arabe. Peu à peu, dès 1980, la situation s'envenime entre baathistes irakiens, kadhafistes, pro-Marocains, pro-Algériens... Début 1984, Maaouiya Ould Taya renverse Haidallah. Il conduit alors un repositionnement officiellement neutraliste : « *La Mauritanie est désormais pro-mauritanienne* », proclame-t-il. Pourtant, la diplomatie de rapprochement avec le monde arabe et l'extension d'une politique intérieure « d'arabisation » se poursuivent, sans rupture aucune avec les six dernières années. La politique de Ould Taya consiste à conserver les alliances passées, maintenir la reconnaissance de la RASD, mais aussi à relancer, dès 1985, des relations avec Rabat. Le Maroc semble grandement apprécier ce revirement et construit alors une monumentale ambassade à Nouakchott.

Vers l'exclusion des élites « négro-africaines »

Cette orientation panarabe et l'arabisation linguistique conduisent à la formation d'un groupe rebelle négro-mauritanien, le Front de libération africaine de Mauritanie (FLAM) qui, en 1986, tente un coup d'Etat qui sera réprimé dans le sang. En 1988, le même scénario se reproduit : un autre putsch manqué permet aux élites maures de réprimer féroce les négro-africains liés au complot, tandis que les membres arabes sont « excusés ». La frustration ne fait que progresser parmi les élites peules et soninkés, jusqu'au déclenchement du conflit mauritano-sénégalais, en 1989.

Peu après la création de l'Union du Maghreb arabe (UMA), le 17 février 1989, une éphémère réussite de rapprochement maghrébin, les tensions avec Rabat vont violemment se réveiller dans

le contexte du conflit du fleuve Sénégal. C'est notamment la représentation des intérêts sénégalais par l'ambassade marocaine et la déclaration de Hassan II, distinguant le Sénégal, « pays ami », et la Mauritanie, « pays voisin », qui vont conduire à la rupture. La question des frontières explique largement le soutien objectif de Rabat à Dakar au cours de la crise, au mépris de la « solidarité arabe », leitmotiv de l'influence algérienne et fondement de l'UMA, qui semble déjà avortée... En 1990, au plus fort de la crise sénégal-mauritanienne, Maaouiya Ould Taya s'abstient d'assister au deuxième sommet de l'UMA et des officiels mauritaniens signalent leurs craintes d'une attaque conjointe de l'armée sénégalaise et des Forces armées royales.

Au mois d'août 1990, Nouakchott accroît son isolement en conservant son soutien au régime baathiste de Saddam Hussein, malgré l'invasion irakienne du Koweït. Hassan II, alors que le contrôle du Sahara semblait d'ores et déjà acquis, voit là un bon moyen de réduire à néant la légitimité de la RIM. Les frontières mauritaniennes sont directement contestées, ce qui relance l'espoir d'une annexion, d'autant que la brouille diplomatique entre le Sénégal et la Mauritanie (1989-1991) s'est doublée de terribles massacres qui permettent de la justifier. La mauvaise presse du régime mauritanien dans ces deux affaires a servi par opposition le jeu marocain et le soutien sans faille à son allié pro-occidental, le Sénégal. En 1991, après la réconciliation avec Dakar, la Mauritanie devra se racheter aux yeux de la communauté internationale pour son soutien à l'Irak. L'année suivante, à l'occasion de la Conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique qui se tient à La Baule, François Mitterrand appelle les pays africains à faire avancer le processus de démocratisation s'ils veulent continuer à bénéficier du soutien de l'Hexagone. Ould Taya va alors se résoudre à convoquer des élections générales... ▀



© AFP

«SOFT POWER» MAROCAIN EN MAURITANIE

La relation entre Rabat et Nouakchott se réchauffe progressivement au cours des années 1990. Mais la relation ne devient vraiment fusionnelle qu'après les coups d'Etat de 2005 et 2008, qui bouleversent l'échiquier local et international

De 1991 à l'an 2000, après avoir appuyé Saddam Hussein dans le Golfe et avoir acquis l'image d'un régime raciste dans le contexte du conflit du fleuve Sénégal, Nouakchott connaît une traversée du désert diplomatique. Au sortir de ce purgatoire, l'économie d'importation (le recyclage des devises issues de l'exportation du fer de Zouerate) parvient, au prix de terribles restructurations et d'un violent exode rural, à

restaurer la confiance des investisseurs. Le conflit du Sahara semble alors en voie de résolution.

Les rapports du président Maaouiya Ould Taya avec la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) relèvent d'une ambivalence entre alignement politique pro-occidental, favorable au Maroc, et les liens forts entre la tribu Smassid (dont est issu Ould Taya), la tribu Rgueibat (qui domine le Polisario) et le monde des affaires de Nouakchott. Le colonel Moulay Ould Boukhreis a longtemps



RAPPROCHEMENT.

La visite officielle de Mohammed VI en Mauritanie, en septembre 2001, était une première historique.

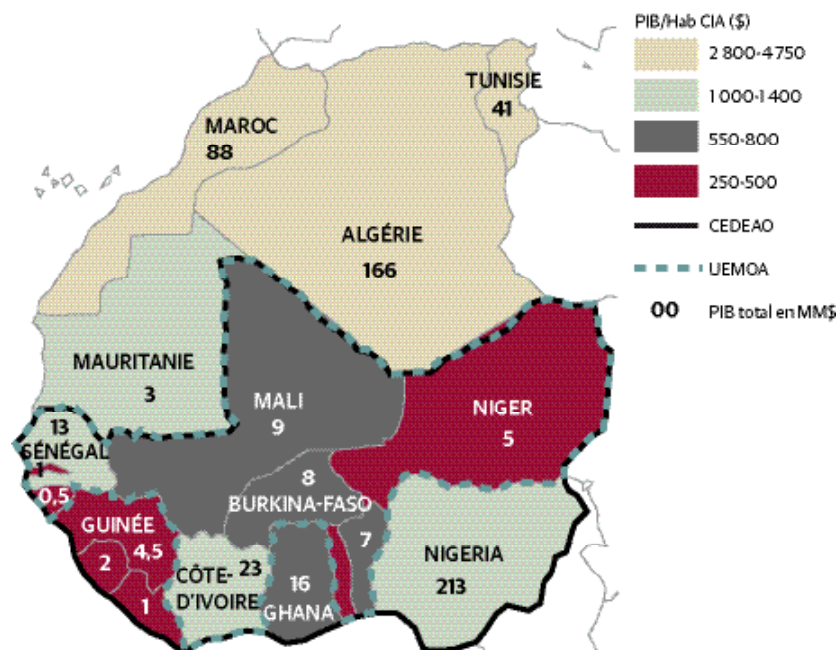
symbolisé cette symbiose RASD-Nouakchott, étant lui-même Rgueibat et chef d'état-major mauritanien. Sous le « règne » de Ould Taya, les grands clans de l'Adrar et du Sahara, liés à sa famille, acquièrent la maîtrise de la sphère économique. Ainsi, ses propres contribuables Smassid contrôlent les deux plus grandes entreprises nationales, le consortium MAOA-Ould Abdoulaye et le groupe de Abdellahi Ould Nougueid. Ce dernier est l'un des plus riches entrepreneurs du pays. Smassid comme le président, il est aussi le principal financeur du parti officiel, le Parti républicain démocratique social (PRDS). Il représente l'aile pro-marocaine des affairistes sahraouis et possède de solides relais aux Canaries, au Sénégal, en Gambie, à Bissau et bien sûr au Maroc. En 2000, il ouvre une succursale à Dakhla et participe, en tant qu'actionnaire de Maroc Telecom, à l'entrée dans le capital de Mauritel. Il est aussi l'allié de Ould Derhem, ce « Sahraoui marocain » supposé proche de la famille royale, dans une affaire de pêcheries de poulpe contrevenant aux directives du ministère marocain de la pêche.

Rapprochement avec le Maroc

Avec la venue du président Ould Taya aux funérailles de Hassan II, puis sa visite d'Etat en l'an 2000, suivie, en septembre 2001, de celle de Mohamed VI à Nouakchott, les deux nations concrétisent leur rapprochement. Ce sont les premières rencontres au sommet de l'histoire des deux pays ! Le principal objectif du régime marocain sous le règne de Mohammed VI consiste à élaborer une intégration régionale. La route transsaharienne en est l'application la plus visible. La « route Dakhla-Lagouira » est achevée en 2001, suivie par l'ouverture l'année suivante du point de passage de

★ **ECONOMIE.** Carte indiquant le PIB par pays.

La Mauritanie, entre Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest



LE COMMERCE INFORMEL MAROCAIN EN MAURITANIE

L'OUVERTURE DU POINT DE PASSAGE de Guerguerat (à l'extrême sud-ouest de la frontière maroco-mauritanienne) en 2002 conduit à l'essor d'un important commerce « gris ». De petites camionnettes font alors transiter tout ce qu'un *hanout* marocain peut compter. La traversée du *no man's land* miné constitue une partie d'aventure, avant d'atteindre les cabanes brinquebalantes des autorités mauritaniennes et de poursuivre sur une piste cahoteuse jusqu'à Nouadhibou. Ainsi, depuis maintenant une décennie, les *boutiks* de la République Islamique sont pleines de produits marocains, témoins les cagettes de tomates et les canettes de soda américain, qui peuvent également arriver d'Oran, d'Alger et même du Caire par les routes de la contrebande saharienne !

En juin 2005, la route est achevée, et c'est dans la foulée qu'intervient le coup d'Etat de Ely Ould Mohammed Vall, qui donne une nouvelle impulsion aux relations avec le voisin du nord. Dès la fin de l'année, de vrais camions font leur entrée. Début 2006, les premiers camions réfrigérés arrivent d'Agadir, ainsi que les premiers transports réguliers tarifés à 400 dirhams. Une profusion de produits marocains, manufacturés et agricoles, apparaissent après le coup d'Etat. Les fruits et légumes frais hollandais, espagnols ou français ont d'ores et déjà perdu la bataille face à la concurrence marocaine, qui envahit l'ensemble du secteur agro-alimentaire jusque-là contrôlé par les importateurs sahraouis des ports. Depuis 2006, on ne peut éviter à Nouakchott les publicités pour les margarines « La Prairie », « Familia », les jus « Boustane », « Miami », « Marrakech », le lait « Salim », « Nido », « Yoplait », ou les marques de Coca-Cola Co produites au Maroc, les fameux « bimos »... De plus, selon un exportateur marocain de mandarines interrogé par la presse marocaine, « *du fait d'un marché mauritanien relativement faible [...], la plupart des exportateurs profitent de leur présence ici pour écouler leurs marchandises dans la sous-région* ». On comprend entre les lignes que, comme pour la route terrestre, la Mauritanie est devenue la zone de contact économique privilégiée avec l'Afrique de l'Ouest. ►

Guerguerat puis, enfin, l'inauguration au printemps 2005 du tronçon Nouadhibou-Nouakchott. La dernière étape de cet axe routier devrait être la construction d'un pont sur le fleuve Sénégal, au niveau des bourgades jumelles de Rosso, qui tarde toujours à se concrétiser.

Si, pendant la dernière décennie, la Mauritanie a connu de profondes ruptures géopolitiques, le système interne n'en est pas moins resté marqué par l'immobilisme. Ould Taya a étendu les postes politiques à l'ensemble des tribus du pays, mais il a renoncé à la tradition non-affairiste de ses prédécesseurs à la présidence. Parallèlement, en dépit des efforts du PRDS pour réduire l'influence des grands centres urbains

► (Nouakchott, Nouadhibou et Zouerate) où les logiques tribales et villageoises étaient contrebalancées par la formation d'un véritable prolétariat, le régime n'a pas été capable de conserver le contrôle.

Après une première tentative de putsch en novembre 2003, il devient évident que le régime impérial et oligopolistique de Ould Taya est condamné. La solution définitive viendra du cœur du sérail : Ely Ould Mohammed Vall, chef de la garde présidentielle et membre d'une tribu nordiste, Ouled Bou Sbaa, dépose le président le 3 août 2005,

sans verser une seule goutte de sang. La nouvelle est très rapidement saluée, même si l'on condamne la méthode. Ould Vall initie aussi une nouvelle forme de putschistes : les « restaurateurs de la démocratie ».

De l'alternance au retournement

L'établissement d'un régime d'élections libres conduit, en avril 2007, à l'élection d'un ressortissant du Tagant (centre), Mohammed Ould Cheikh Abdallahi. C'est une véritable alternance, après 28 ans de mainmise de l'Adrar sur le palais



CAPITALE. Vue d'un marché à Nouakchott.

NOUAKCHOTT: 40 ANS DE CROISSANCE



AVEC L'ACHEMINEMENT de la Mauritanie vers l'indépendance, dès la Loi-cadre de 1956, il faut une nouvelle capitale au Territoire de Mauritanie. Le site de Nouakchott, « place des vents » en berbère sanhaja, est choisi. Il ne s'agit que d'un petit village de pêcheurs, protégé de la houle, des marées et des tempêtes de vents atlantiques par une ligne de dune. En 1960, elle devient la capitale officielle de la République Islamique de Mauritanie et compte alors moins de 10 000 habitants. En 1970, ce centre administratif est encore plus petit que Benguerir, les Maures sont encore nomades pour la plupart et les « négro-africains » vivent dans leurs régions. Le choix de conserver cette capitale,

à deux heures de route du Sénégal, est lié à une volonté, sous Ould Daddah, d'ancrer le pays dans l'Afrique. En 1980, un nouveau recensement fait état d'une mutation radicale. La ville compte désormais 10% de la population du pays et près de la moitié de l'ensemble de la population urbaine, avec 150 000 habitants.

La grande famine des années 1970 a conduit des milliers de familles à venir y chercher des moyens de subsistance. Des quartiers précaires et informels commencent à s'étendre à perte de vue, la capitale vit son explosion. En l'an 2000, on recense 881 000 habitants. La ville représente alors les deux tiers de toute la population urbaine

mauritanienne et un tiers de sa population totale ! Une foule de négro-africains et de Sénégalais y ont immigré, en plus des élites rurales et nomades, et des centaines de milliers de familles de nomades s'y sont réfugiées en quête de travail. Aujourd'hui, la surexploitation de l'eau fossile du désert de Trarza pose de nombreux problèmes, d'autant que près de la moitié des maisons ne sont pas reliées à l'eau courante. Les tempêtes de sable attaquent les infrastructures et la ville présente une image totalement anarchique. On évalue actuellement la population de la métropole à plus d'un million et demi d'âmes, l'équivalent de la moitié de la population totale. ►

présidentiel. A l'époque, paradoxalement, nombre de voix s'élèvent contre ce qui apparaît comme la renaissance du régime Ould Taya, les mêmes hommes gardant le contrôle total de l'économie. Dans le même temps, il semble que l'essor du commerce avec le voisin marocain se heurte de plein fouet aux anciens oligopoles des familles sahraouies. Enfin, l'armée se trouve confrontée avec une acuité particulière à l'activisme d'AQMI (Al Qaïda au Maghreb islamique) à ses frontières.

Les mêmes causes ont sans doute produit les mêmes effets : le 6 août 2008, le second et cousin d'Ely Ould Vall, Mohamed Ould Abdelaziz, s'empare du pouvoir au cours d'un coup de force pacifique. Lui aussi est un Ouled Bou Sbaa, lui aussi est apprécié au sein des armées et lui aussi a été formé à l'académie de Meknès. Le rôle de Rabat n'est, cette fois, plus à remettre en cause. Un exemple parmi d'autres : le directeur de la Sûreté a été remplacé deux semaines avant le coup d'Etat par nul autre que le conseiller militaire de l'ambassade de Mauritanie à Rabat, Mohamed Ould Hadi. Quelques jours plus tard, le délégué du nouveau dirigeant est accueilli au Maroc et l'enthousiasme du Palais est depuis sans borne. C'est le début d'une relation intense entre les deux pays.

A Nouakchott, depuis lors, les affaires de corruption se multiplient à l'encontre des grands dignitaires et hommes d'affaires sahraouis de « l'ancien régime », ceux-là mêmes qui auraient pactisé avec Ould Cheikh Abdallahi. Donnons un exemple symptomatique, celui de Moulay Ould Boukhreis, chef d'état-major de Ould Taya et lié aux milieux d'affaires. Il est inculpé dès 2007 mais jugé en 2009, pour complicités dans le détournement de l'aide alimentaire pour les camps de Tindouf et dans les trafics de cigarettes et d'armes dans la région entre Zouerate et Tindouf.

Nouakchott sous la tutelle de Rabat... via Dakar

Le parlement mauritanien, expulsé de l'Assemblée parlementaire francophone (APF) après le putsch de Ould Abdelaziz, est « enfin » réintégré en juillet 2010, sous la pression des deux présidents sénégalais, l'ancien, Abdou Diouf, et l'actuel, Abdoulaye Wade. L'ancien ennemi du Sud est ainsi devenu le relais de Rabat à Nouakchott vis-à-vis des organismes internationaux, condition *sine qua non* du plein retour de l'aide sans laquelle les différents gouvernements mauritaniens ne peuvent se maintenir.

Une rencontre entre les ministres marocain et sénégalais des Affaires étrangères, Taïeb Fassi Fihri et Madické Niang, le 28 octobre 2009, illustre parfaitement l'état des problématiques. En toute préséance, Niang mentionne sans tarder le « soutien ferme et constant à l'intégrité territoriale du Royaume et à la marocanité de son Sahara » et « l'appui à l'initiative marocaine de large autonomie en faveur des provinces du Sud ». L'échange arrive finalement aux questions sérieuses du commerce et des investissements étrangers, notamment l'accord Maroc-UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine),

paraphé en 2008, les « excellentes relations bancaires » maroco-sénégalaises (Attijariwafa Bank, BMCE...) et le partenariat ONE-ASER (Agence sénégalaise de l'électrification rurale). L'entretien aboutit naturellement au grand projet ouest-africain de Mohammed VI : la finalisation de la route transsaharienne, qui butte toujours sur l'absence de pont entre les « deux Rosso » du fleuve Sénégal. A cet égard, le Maroc propose un apport financier conséquent afin de convaincre les deux voisins. Dans la foulée, on promeut le lancement d'une ligne maritime Tanger-Nouakchott-Dakar afin de « contribuer à l'augmentation rapide du volume des échanges commerciaux entre les trois pays ».

L'axe militaire et diplomatique

Les problèmes relatifs à la sécurité dans la région ouest-africaine ont à peine été évoqués lors de cette rencontre et Rabat a accumulé un retard certain en la matière, par rapport au *hard power* algérien en zone saharo-sahélienne. Fin 2008, quelques mois après le coup d'Etat de Ould Abdelaziz, une commission mixte de coopération sénégal-mauritanienne est néanmoins mise sur pied, l'impulsion marocaine y contribuant fortement. Cette commission conduit notamment des initiatives conjointes de sécurité. Dans la région du fleuve, les problèmes se concentrent sur la criminalité transfrontalière, notamment le vol de bétail, les trafics illicites de drogue et d'armes et les passages de criminels et de « terroristes », ce qui fait implicitement référence à l'assassinat de touristes et à la fuite des présumés assassins au Sénégal en 2009. Depuis 2010, l'alignement de Nouakchott sur Rabat est total. Rappelons par exemple la rencontre à Rabat de Mohammed Ould Ghazouani, ancien directeur de la sûreté, et Abdelaziz Bennani, inspecteur des Forces armées royales. Depuis, l'armée mauritanienne joue à plein le jeu marocain et associe ouvertement le Polisario à AQMI... pour le plus grand bonheur de Rabat. ■

1991

La Mauritanie soutient Saddam Hussein lors de la Guerre du Golfe

1995

Rapprochement entre Rabat et Nouakchott

2000

Visite d'Etat du président Ould Taya au Maroc

2001

Inauguration de la route Dakhla-Lagouira

2001

Visite d'Etat de Mohammed VI en Mauritanie

2002

Ouverture du point de passage de Guerguerat

2005 Renversment de Ould Taya par Ould Vall

2007

Des élections transparentes portent au pouvoir Ould Cheikh Abdallahi

2008

Le général Ould Abdelaziz renverse le président élu

2009

Ould Abdelaziz est élu président de la république au suffrage universel

Maroc et Mauritanie: deux univers

	Maroc	Algérie	Mauritanie	Sénégal
Population (en millions)	31,8	35	3,3	12,6
Taux de Natalité (pour mille)	19,2	16,7	33,2	36,7
Taux de Mortalité (pour mille)	4,7	4,7	8,8	9,3
Population urbaine	58%	66%	41%	42%
Mortalité Infantile (pour mille)	30	27	67	53
Espérance de vie homme/femme	73/79	73/76	59/63	58/62
Nombre d'enfants par femmes	2,1	1,9	4,5	4,8
PIB Total (en milliards \$)/CIA	103	160	3,8	12,9
Part du PIB en 1aïre/2aïre/3aïre	17/32/51	8/61/30	13/47/40	15/21/64
Part de l'Emploi en 1aïre/2aïre/3aïre	45/20/35	?	50/10/40	?
Dette Publique Brute (OCDE)	58%	26,00%	?	32%
Exportations (en milliards \$)	14,5	52,7	1,4	2,1
Importations	34,2	32,1	1,5	4,5
Balance commerciale	-19,3	21	0,1	-2,4
PIB/habitants (\$)/(CIA)	3200	4600	1150	1000
Notation des obligations (SnP)	BBB-	Non noté	Non noté	B+
PIB/hab (\$ constant 2000) (usherbrook)	1850	2200	450	550

SOURCE: OCDE, CIA, SHERBROOKE